



Assemblée générale

Distr. générale
16 octobre 1997

Original : anglais et français

Cinquante-deuxième session
Point 112 b) de l'ordre du jour

Questions relatives aux droits de l'homme : questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales

Élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de faire tenir aux membres de l'Assemblée générale le rapport intérimaire sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse, établi par M. Abdelfattah Amor, Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme, conformément à la résolution 51/93 de l'Assemblée générale, en date du 12 décembre 1996.

Annexe

Rapport intérimaire sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse, établi par le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme conformément à la résolution 51/93 de l'Assemblée générale

Table des matières

	Paragraphes	Page
I. Introduction	1–6	3
II. Visites in situ et suivi	7–17	3
III. Élaboration d'une culture de la tolérance	18–23	4
IV. Bilan des communications adressées depuis la cinquante-troisième session de la Commission des droits de l'homme	24–61	5
V. Conclusions et recommandations	62–93	11
A. Dimensions de la liberté religieuse et de conviction	63–78	11
B. Protection et promotion de la liberté religieuse et de conviction	79–89	13
C. Renforcement du mandat du Rapporteur spécial	90–93	14

I. Introduction

1. À sa quarante-deuxième session, la Commission des droits de l'homme a décidé, par sa résolution 1986/20 du 10 mars 1986, de nommer pour un an un rapporteur spécial chargé d'examiner les incidents et les mesures gouvernementales dans toutes les parties du monde incompatibles avec les dispositions de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, et de recommander les mesures à prendre pour remédier aux situations ainsi créées.
2. Conformément aux termes de cette résolution, le Rapporteur spécial a soumis son premier rapport à la Commission lors de sa quarante-troisième session¹. Son mandat a été prorogé d'un an par la résolution 1987/15 du 4 mars 1987, au cours de cette même session de la Commission.
3. À partir de 1988, le Rapporteur spécial a soumis chaque année son rapport à la Commission². Dans ses résolutions 1988/55, 1990/27 et 1992/17, la Commission a décidé de proroger à deux reprises le mandat du Rapporteur spécial de deux ans, puis une fois encore de trois ans, jusqu'en 1995.
4. Suite à la démission de M. Angelo d'Almeida Ribeiro, le Président de la Commission a désigné M. Abdelfattah Amor en qualité de Rapporteur spécial. Ce dernier a présenté successivement ses rapports³ à la Commission des droits de l'homme à ses cinquantième, cinquante et unième, cinquante-deuxième et cinquante-troisième sessions. Par sa résolution 1995/23 du 24 février 1995, la Commission a décidé de proroger de trois ans le mandat du Rapporteur spécial.
5. Conformément aux résolutions 49/188 du 23 décembre 1994 et 50/183 du 22 décembre 1995 de l'Assemblée générale, le Rapporteur spécial a soumis respectivement deux rapports intérimaires à l'Assemblée à ses cinquantième et cinquante et unième sessions (A/50/440 et A/51/542).
6. Le présent rapport est soumis conformément à la résolution 51/93 du 12 décembre 1996 de l'Assemblée générale. Le Rapporteur spécial a porté son analyse sur les visites in situ et leur suivi, l'élaboration d'une culture de la tolérance ainsi qu'un bilan des communications depuis la cinquante-troisième session de la Commission des droits de l'homme.
8. À titre récapitulatif, depuis 1994, le Rapporteur spécial a effectué les missions suivantes :
 - a) Visite en Chine en novembre 1994 à l'initiative de la Chine⁴;
 - b) Visite au Pakistan en juin 1995 à l'invitation du Pakistan⁵;
 - c) Visite en République islamique d'Iran en décembre 1995 à l'initiative de l'Iran⁶;
 - d) Visite en Grèce en juin 1996 à l'invitation de la Grèce (A/51/542/Add.1);
 - e) Visite au Soudan en septembre 1996 à l'invitation du Gouvernement soudanais et conformément aux résolutions 50/197 du 22 décembre 1995 de l'Assemblée générale et 1996/73 de la Commission des droits de l'homme;
 - f) Visite en Inde en décembre 1996 à l'invitation de l'Inde⁷;
 - g) Visite en Australie en février-mars 1997 à l'invitation de l'Australie (rapport à soumettre à la prochaine session de la Commission des droits de l'homme);
 - h) Visite en Allemagne en septembre 1997 à l'invitation de l'Allemagne (ibid.).
9. Ces visites permettent au Rapporteur spécial, d'une part, de recueillir des informations sur les allégations, les incidents et les normes et les mesures qui sont ou qui semblent être incompatibles avec les dispositions de la Déclaration de 1981 et, d'autre part, d'analyser et de faire connaître les expériences et les initiatives positives des États conformément aux résolutions, en ce sens, de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme.
10. Des demandes de visites adressées à la Turquie et au Viet Nam (en 1995) et à l'Indonésie et à Maurice (en 1996) n'ont toujours pas abouti. Malgré des lettres de rappel, la Turquie continue à ce jour d'ignorer la requête du Rapporteur spécial. Le Viet Nam, malgré une correspondance indiquant

II. Visites in situ et suivi

7. Depuis son entrée en fonctions, le Rapporteur spécial a souhaité renforcer les activités du mandat ayant trait aux visites in situ.

que ses autorités considéraient la demande du Rapporteur spécial, n'a pas fait part de sa décision finale. Le Rapporteur spécial tient à rappeler l'importance qu'il accorde à la visite, dans les meilleurs délais, de ces deux États dans un esprit de renforcement du dialogue et de développement de la coopération.

11. Une demande de visite a également été adressée en 1997 à Israël, mais aucune réponse n'est parvenue à ce jour. Concernant des visites à venir, le Rapporteur spécial devrait se rendre aux États-Unis d'Amérique sur leur invitation et à une date devant être déterminée prochainement.

12. En parallèle à ces visites, le Rapporteur spécial a souhaité engager une procédure de suivi. À cet effet, des courriers ont été adressés en 1996 aux Missions permanentes de la Chine, de la République islamique d'Iran et du Pakistan auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, et en 1997 aux Missions permanentes de la Grèce, de l'Inde et du Soudan, afin de recueillir leurs commentaires ainsi que toutes informations sur les mesures entreprises ou envisagées par les autorités concernées afin de mettre en œuvre les recommandations formulées par le Rapporteur spécial (Chine, Iran (République islamique d'), Pakistan, voir A/51/542, annexe I; Grèce, Inde, Soudan, voir Add.1 au présent rapport).

13. Les autorités chinoises ont répondu en 1996 (voir A/51/542, annexe II), tandis que les autorités pakistanaises ont adressé leur réponse en 1997 (voir Add.1 au présent document). Le Soudan a également répondu dans de très brefs délais au Rapporteur spécial et a fait preuve depuis sa visite au Soudan d'une excellente coopération (ibid.) qu'il y a lieu de souligner et de saluer.

14. Depuis 1996, les autorités iraniennes n'ont pas adressé de réponse mais ont toujours coopéré avec le Rapporteur spécial, notamment par le biais de plusieurs consultations à Genève. Lors de son dernier entretien en août 1997, et après les élections présidentielles en République islamique d'Iran, le Rapporteur spécial a eu le sentiment qu'un début de coopération de ce pays à la procédure de suivi des visites pouvait prochainement être amorcé.

15. Le Rapporteur spécial a également bénéficié de la coopération de la Grèce et de l'Inde et attend leur réponse à son courrier de suivi.

16. Le Rapporteur spécial tient à remercier l'ensemble des États concernés pour leur accueil favorable à la procédure de suivi engagée en 1996 et tout particulièrement ceux ayant formellement répondu.

17. Enfin, le Rapporteur spécial en appelle à tous les États afin qu'ils acceptent conformément aux résolutions de la Commission des droits de l'homme et de l'Assemblée

générale des requêtes de visites ainsi que le suivi des missions réalisées.

III. Élaboration d'une culture de la tolérance

18. L'éducation peut contribuer d'une manière décisive à l'intériorisation de valeurs axées sur les droits de l'homme et à l'émergence, tant au niveau des individus que des groupes, d'attitudes et de comportements de tolérance et de non-discrimination, participant ainsi à la diffusion de la culture des droits de l'homme.

19. L'école, en tant qu'élément essentiel du système éducatif, peut constituer un terrain fertile et principal de progrès durables en matière de tolérance et de non-discrimination en rapport avec la religion ou la conviction.

20. Pour cette raison, le Rapporteur spécial a décidé d'entreprendre une enquête en 1994 par le biais d'un questionnaire destiné aux États, sur les problèmes relatifs à la liberté de religion et de conviction vus à travers les programmes et manuels des institutions d'enseignement primaire ou de base et secondaires⁸. Les résultats d'une telle enquête pourraient permettre d'élaborer une stratégie internationale scolaire de lutte contre toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion et la conviction, stratégie qui pourrait être axée autour de la détermination et la réalisation d'un programme minimum commun de tolérance et de non-discrimination.

21. Le Rapporteur spécial a obtenu des réponses des 79 États suivants : Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Argentine, Arménie, Autriche, Bahreïn, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Honduras, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iraq, Irlande, Israël, Italie, Kirghizistan, Lesotho, Lettonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Liechtenstein, Luxembourg, Mali, Maroc, Maurice, Mexique, Namibie, Nauru, Nicaragua, Niger, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Paraguay, Pays-Bas, Philippines, Portugal, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Saint-Siège, Sénégal, Singapour, Slovaquie, Suède, Suisse, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yougoslavie et Zambie.

22. Rappelant la résolution 1994/18 de la Commission des droits de l'homme, par laquelle la Commission encourage le Rapporteur spécial à examiner ce que peut être l'apport de l'éducation à une promotion plus efficace de la tolérance

religieuse, ainsi que les résolutions 1995/23 et 1996/23 de la Commission et la résolution 50/183 de l'Assemblée générale dans lesquelles elles soulignent l'importance que revêt l'éducation pour inculquer la tolérance en matière de religion et de conviction, le Rapporteur spécial déplore l'absence de moyens financiers et humains mis à sa disposition afin d'appliquer ces résolutions.

23. Il insiste à nouveau afin que le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme fasse preuve d'une réelle volonté afin qu'un minimum de moyens soient mis à la disposition du mandat sur l'intolérance religieuse de sorte que les nombreuses informations reçues des États ci-dessus mentionnés soient enfin, après leur exploitation en cours, analysées et mises au service des objectifs poursuivis.

IV. Bilan des communications adressées depuis la cinquante-troisième session de la Commission des droits de l'homme

24. Le bilan des communications et réponses porte sur les communications adressées depuis la cinquante-troisième session de la Commission des droits de l'homme, les réponses ou l'absence de réponse des États, ainsi que les réponses tardives.

25. Depuis la cinquante-troisième session de la Commission, le Rapporteur spécial a adressé des communications à 48 États : Afghanistan, Albanie, Angola, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Brunéi-Darussalam, Bulgarie, Chine (3), Comores, Égypte, Émirats arabes unis, Fédération de Russie (2), Gabon, Géorgie, Grèce, Inde, Iran (République islamique d'), Iraq (2), Israël, Koweït, Lettonie, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Népal, Nicaragua, Nigéria, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Portugal, Qatar, Roumanie, Singapour, Slovaquie (2), Somalie, Soudan, Suisse, République tchèque, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Turquie, Viet Nam et Yémen.

26. Parmi ces communications, des appels urgents ont été adressés à la Chine et aux Émirats arabes unis. L'appel urgent adressé à la Chine constituait un rappel quant à des informations faisant état de la détention de Yulo Dawa Tsering, moine tibétain, que le Rapporteur spécial avait consulté lors de sa visite en Chine en 1995⁹. Le Gouvernement chinois a répondu :

«M. Yulo Dawa Tsering, âgé de 66 ans, et originaire du comté de Dazi (Lhassa), est bonze au temple de Ganden à Lhassa (Tibet). En 1959, il a été condamné à une peine d'emprisonnement à vie pour avoir participé à des mouvements de rébellion et a bénéficié d'une

mesure spéciale de grâce en 1979. En 1987, il a été condamné à une peine de 10 ans d'emprisonnement pour incitation à des actes de subversion visant à renverser le Gouvernement et à diviser la nation. Il a été remis en liberté conditionnelle pour bonne conduite le 6 novembre 1994 (la période de liberté conditionnelle a duré jusqu'au 15 décembre 1995). Le comité de quartier local l'a aidé à trouver un emploi. À présent que la période de liberté conditionnelle est terminée, M. Yulo jouit de tous les droits civils énoncés dans la Constitution chinoise. Il est en bonne santé et vit dans de bonnes conditions. Dans sa lettre, le Rapporteur spécial dit que M. Yulo est actuellement assigné à domicile et qu'il est privé de son droit à la liberté de circulation, d'expression et de religion. Cela ne correspond pas à la réalité.»

27. L'appel urgent adressé aux Émirats arabes unis était également un rappel du cas de M. Elie Dib Ghalib, chrétien qui avait été arrêté et aurait fait l'objet de mauvais traitements en raison de son mariage avec une musulmane. Le 29 octobre 1996, un tribunal avait déclaré le mariage nul et avait condamné M. Ghalib à 39 coups de fouet et à une année d'emprisonnement pour relations maritales immorales. Les Émirats arabes unis ont répondu que le procès s'était déroulé conformément aux dispositions de la charia et de la loi et ont précisé que «tous sont égaux devant la charia, la Constitution et la loi» et qu'il n'y a eu aucune discrimination en raison de la croyance ou de la nationalité.

28. Concernant l'analyse des communications, la classification très générale des communautés faisant l'objet d'allégations d'atteintes à la liberté religieuse pourrait être la suivante :

a) Religion chrétienne. Afghanistan, Angola, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Chine, Égypte, Émirats arabes unis, Géorgie, Inde, Iraq, Mozambique, Myanmar, Népal, Ouzbékistan, Qatar, Pakistan, Roumanie, Soudan, Trinité-et-Tobago et Turquie;

b) Religion musulmane. Afghanistan, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Grèce, Iraq, Qatar et Ouzbékistan;

c) Bouddhisme. Chine et Viet Nam;

d) Autres religions, groupes religieux et communautés :

i) Ahmadis. Pakistan;

ii) Bahaïs. Iran (République islamique d');

iii) Témoins de Jéhovah. Arménie, Bulgarie, Gabon, Géorgie, Lettonie, Roumanie, Singapour et Slovaquie;

- iv) Hare Krishna. Arménie;
- v) Toutes religions, tous groupes religieux et communautés à l'exception de la religion officielle ou d'État ou de la religion dominante. Brunéi Darussalam, Comores, Fédération de Russie, Israël, Koweït, Mauritanie, Nicaragua, Oman, Somalie, Thaïlande et Yémen;
- vi) Toutes religions, tous groupes religieux et communautés. Nigéria.

29. Dans l'analyse des communications par thème, six catégories peuvent être retenues.

30. Une première catégorie a trait aux atteintes aux principes de non-discrimination dans le domaine de la religion et de la conviction :

a) Elle concerne des allégations quant à des politiques et/ou des législations discriminatoires dans le domaine de la religion et de la conviction :

- i) Au Myanmar, les chrétiens de l'État de Chin feraient l'objet d'une politique discriminatoire;
- ii) En Fédération de Russie, des législations et des réglementations au niveau provincial apporteraient des restrictions aux activités des minorités religieuses. De même, l'adoption le 23 juin 1997 de la loi sur la liberté de conscience et sur les associations religieuses serait de nature à porter atteinte à la reconnaissance officielle et aux activités des groupes religieux et communautés en dehors de l'Église orthodoxe russe, si le Président B. N. Eltsine n'avait pas opposé son veto. Il y a lieu d'ajouter, cependant, que cette loi a été adoptée définitivement en septembre 1997;
- iii) Au Koweït, la citoyenneté serait interdite aux non-musulmans;
- iv) Au Brunéi Darussalam, aux Comores, au Koweït, au Qatar, en Oman, en Mauritanie, en Ouzbékistan, en Somalie et au Yémen, les non-musulmans seraient soumis à des restrictions dans le domaine religieux (voir d) ci-dessous);

b) L'atteinte au principe de non-discrimination se retrouve dans des allégations de refus de reconnaissance officielle de certains groupes religieux et communautés (Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Géorgie et Lettonie);

c) Il s'agit également d'interdictions légales frappant certains groupes religieux et communautés notamment au Gabon et en Indonésie à l'encontre des Témoins de Jéhovah;

d) En Thaïlande, les manuels scolaires des établissements publics ne contiendraient que des informations ayant trait à la religion bouddhiste et donc ne refléteraient pas les diverses sensibilités et appartenances religieuses du pays. En Suisse, dans certains cantons, des écoles publiques auraient établi des programmes sur l'Église de scientologie qualifiée de secte. Les parents scientologues auraient dès lors souhaité opter pour un enseignement privé, mais se seraient vu refuser leur demande de création d'une école privée.

31. Une deuxième catégorie regroupe les atteintes au principe de tolérance dans le domaine de la religion et de la conviction :

a) En Afghanistan, l'extrémisme des Taliban affecte toute la société dans toutes ses composantes religieuses tant musulmanes que non musulmanes. Certaines catégories de personnes peuvent être particulièrement affectées :

- i) En Afghanistan, les femmes sont parmi les principales victimes, notamment par de graves restrictions dans le domaine de l'enseignement et de l'emploi et par l'imposition de force d'une tenue dite islamique;
- ii) En Inde et au Népal, les chrétiens et les convertis chrétiens seraient victimes, dans certaines régions, de manifestations d'intolérance;
- iii) En Iraq, des chrétiens peuvent être assassinés suite à une fatwa d'un imam en ce sens;

b) En Azerbaïdjan et en Bulgarie, un climat d'intolérance peut affecter certaines minorités religieuses et communautés (communautés chrétiennes en Azerbaïdjan et Témoins de Jéhovah en Bulgarie). En Géorgie, l'Église orthodoxe tenterait de limiter les activités des autres organisations chrétiennes, tandis qu'en Roumanie, elle serait hostile aux orthodoxes grecs et aux Témoins de Jéhovah. Au Nicaragua, une campagne de l'Église catholique aurait pour objectif l'introduction de manuels catholiques dans les écoles publiques. Or, ces manuels véhiculeraient un message d'intolérance à l'égard des autres religions.

32. Il est important de rappeler que l'intolérance religieuse, tout comme l'extrémisme religieux, quelle que soit sa dénomination, peut être tout autant intrareligieuse qu'interreligieuse.

33. Une troisième catégorie concerne les atteintes à la liberté de pensée, de conscience et de religion ou de conviction :

a) La question de l'objection de conscience est directement mise en cause :

- i) En Albanie, la législation ne prévoit pas de service de remplacement et de service militaire sans arme pour les objecteurs de conscience, lesquels peuvent faire l'objet de poursuites judiciaires assorties d'amendes et de peines d'emprisonnement. Des exemptions au service militaire sont prévues en contrepartie du paiement d'une somme d'argent, ce qui est discriminatoire;
- ii) Au Bélarus et en Mongolie, le service militaire de remplacement n'est pas prévu par la législation;
- iii) En Autriche, au Portugal, en République tchèque et en Slovaquie, la législation impose un délai aux objecteurs de conscience pour la soumission de leur déclaration de refus du service militaire ou pour leur demande de service de remplacement;
- iv) En Autriche, au Portugal, en Macédoine, et en Slovaquie, la durée du service de remplacement semble revêtir un caractère punitif;
- v) En Slovaquie, ont été rapportés des cas d'emprisonnement d'objecteurs de conscience;
- b) La liberté de changer de religion fait également l'objet d'atteintes :
 - i) Au Qatar et au Koweït, la conversion d'un musulman à une autre religion est strictement interdite et sanctionnée par la peine capitale (Koweït);
 - ii) En Inde et en Israël, ont été élaborés des projets de loi anticonversion;
 - iii) En Égypte, un musulman converti au christianisme a été arrêté et aurait subi des interrogatoires afin qu'il donne des informations sur les activités des convertis;
 - iv) En Inde, un hindou converti au christianisme aurait été agressé par des extrémistes hindous;
 - v) En Iraq, une jeune chrétienne aurait été contrainte d'épouser un musulman et de se convertir à l'islam;
 - vi) Au Myanmar, l'armée tenterait de procéder à des campagnes de conversion au bouddhisme des chrétiens de l'État de Chin. Des enfants auraient été contraints de répéter des prières bouddhistes chaque jour dans un monastère. Des parents auraient reçu en échange une somme d'argent;
- c) Une quatrième catégorie a trait aux atteintes à la liberté de manifester sa religion ou sa conviction :
 - i) En Afghanistan, en Azerbaïdjan, en Bulgarie, en Chine, en Fédération de Russie, au Mozambique, au Myanmar, au Nigéria, en Ouzbékistan et en Turquie, des allégations font état de contrôle et/ou d'interférences abusifs des autorités eu égard aux activités religieuses de tous ou de certains groupes religieux et communautés;
 - ii) En Géorgie et en Roumanie, l'Église orthodoxe nationale tenterait de restreindre les activités des autres religions, groupes religieux et communautés;
 - iii) Au Brunéi Darussalam, aux Comores, au Koweït, au Qatar, à Oman, en Mauritanie, en Somalie et au Yémen, serait interdite toute activité de prosélytisme des non-musulmans à l'égard des musulmans. En Azerbaïdjan, une loi interdirait tout prosélytisme de la part des non-nationaux. En Bulgarie, des Témoins de Jéhovah auraient été expulsés, arrêtés, détenus, auraient fait l'objet de mauvais traitements et auraient été condamnés en raison de leurs activités de prosélytisme;
 - iv) Au Yémen, au Koweït, à Oman et en Ouzbékistan, la publication sur place de matériel religieux non musulman serait prohibée, tandis qu'au Brunéi Darussalam, leur importation serait interdite. Au Nigéria, la diffusion d'émissions religieuses et l'écoute de cassettes religieuses seraient interdites sous peine d'emprisonnement. En Mauritanie, des chrétiens auraient été harcelés voire arrêtés pour avoir diffusé de la littérature chrétienne en dehors de leur communauté;
 - v) Au Brunéi Darussalam, dans les établissements scolaires non musulmans, les autorités auraient restreint l'enseignement de l'histoire des religions et autres matières ayant trait à la religion tout en exigeant l'enseignement de l'islam. En Arménie, l'autorisation d'enseigner la religion par un professeur serait liée à l'accord de l'Église orthodoxe nationale;
 - vi) En Afghanistan, la pratique religieuse des non-musulmans ne pourrait librement s'exercer et des musulmans seraient contraints de se rendre à la mosquée pour la prière du vendredi. Au Qatar et au Koweït, les non-musulmans devraient restreindre leur pratique religieuse à leur domicile.

34. Une cinquième catégorie regroupe les atteintes à la liberté de disposer de bien religieux :

a) Au Brunéi Darussalam et au Koweït, les autorités refuseraient les permissions de construction, d'extension et de rénovation des lieux de culte non musulmans. Au Pakistan, un tribunal aurait décidé de transférer la propriété d'un lieu de culte Ahmadi à des non-Ahmadis, tandis qu'au Myanmar, la construction d'une église aurait été interrompue par les autorités malgré l'octroi préalable d'un permis de construire. En Grèce, un responsable religieux musulman aurait été poursuivi en justice puis relaxé pour des allégations de construction illégale d'une mosquée. En Azerbaïdjan, des chrétiens auraient été expulsés des établissements où ils exerçaient leurs activités religieuses. En Géorgie et en Azerbaïdjan, des églises orthodoxes arméniennes seraient fermées. En Azerbaïdjan et en Fédération de Russie, les minorités religieuses se heurteraient à des obstacles pour la location de salles faisant office de lieux de culte. En Bulgarie, dans une ville, les Témoins de Jéhovah se verraient frapper d'interdiction de louer des bâtiments. En Bosnie-Herzégovine et au Népal, des lieux de culte auraient été attaqués, voire même détruits. Au Pakistan, à Karachi, des manifestations pacifiques de chrétiens protestant contre la destruction de propriétés chrétiennes, dont des églises, auraient été réprimées par la police. En Roumanie et en Géorgie, se pose la question de la restitution des biens et propriétés confisqués sous l'ancien régime;

b) En Turquie, une municipalité aurait décidé l'appropriation d'une partie d'un cimetière chrétien pour l'élargissement d'une route malgré le refus d'une église chrétienne. Des tombes auraient également été profanées lors de cette opération;

c) Au Soudan, des écoles chrétiennes auraient été détruites au bulldozer;

d) En Géorgie et à Singapour, de la littérature des Témoins de Jéhovah aurait été confisquée. En Ouzbékistan, les autorités auraient saisi des bibles. Au Népal, du matériel religieux chrétien aurait été détruit par des hindous. À Singapour, des Témoins de Jéhovah auraient été condamnés pour possession de leur littérature interdite.

35. Une sixième catégorie concerne les atteintes au droit à la vie, à l'intégrité physique et à la santé des personnes (religieux et croyants).

36. Ont été rapportés de nombreux cas de harcèlements et de menaces (Azerbaïdjan, Ouzbékistan et Roumanie); de mauvais traitements (Afghanistan, Bulgarie, Émirats arabes unis, Iran (République islamique d'), Pakistan et Roumanie); d'arrestations et de détentions (Angola, Bulgarie, Chine, Iran

(République islamique d'), Ouzbékistan, Pakistan et Viet Nam) voire de disparitions (Chine, Fédération de Russie et Ouzbékistan) et d'assassinats (Iran (République islamique d'), Iraq et Pakistan). Concernant en particulier la Chine, outre l'appel urgent, des communications ont été adressées sur la situation de Ghedün Nylmo, 8 ans, reconnu par le dalaï-lama comme étant la onzième réincarnation du panchen-lama, et sur des allégations de condamnation à des peines de prison – pour avoir conspiré pour fuir le pays et avoir divulgué des secrets d'État – de Chadrel Rinpoche (moine tibétain), de son assistant Champa Chung et d'un autre Tibétain, Samdrup, lesquels auraient communiqué avec le dalaï-lama lors de la recherche de l'enfant réincarnant le panchen-lama. Au sujet de l'Iraq, des allégations ont fait état d'une part, d'attaques de pèlerins chiites à Kerbala par les forces de sécurité, et d'autre part, de l'assassinat de deux assyro-chaldéens soupçonnés sans preuve du meurtre d'un musulman ayant enlevé de force leur fille ou soeur, l'ayant épousée de force et contrainte à se convertir à l'islam. Ces deux chrétiens auraient été détenus puis torturés jusqu'à leur mort par la foule suite à une fatwa d'un imam en ce sens. Eu égard au Viet Nam, une communication a été adressée au sujet des bonzes Thich Tri Tu, Thich Hai Chanh et Thich Hai Thinh, lesquels seraient assignés à résidence surveillée.

37. Au sujet des réponses des États autres qu'à des appels urgents, il convient d'indiquer que, pour 20 États, le délai de réponse n'est pas expiré à la date de finalisation du présent rapport: Afghanistan, Albanie, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Chine, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Iran (République islamique d'), Iraq, Mongolie, Népal, Nicaragua, Pakistan, Portugal, République tchèque, Singapour, Slovaquie et Trinité-et-Tobago.

38. Sur les 33 États dont le délai de réponse est expiré (Angola, Bosnie-Herzégovine, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Comores, Chine (2), Égypte, Émirats arabes unis, Fédération de Russie, Gabon, Géorgie, Grèce, Inde, Iraq, Israël, Koweït, Lettonie, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Nigéria, Oman, Ouzbékistan, Qatar, Roumanie, Slovaquie, Somalie, Soudan, Suisse, Thaïlande, Turquie, Viet Nam et Yémen), huit États ont répondu (Émirats arabes unis, Chine – voir réponses aux appels urgents précédemment résumées – Grèce, Israël, Oman, Roumanie (2), Suisse et Viet Nam).

39. Concernant le contenu des réponses, la Grèce, eu égard à une communication résumée dans la cinquième catégorie d'atteintes, a expliqué que les travaux de construction de la mosquée du village de Kimmeria (Xanthi) avaient été interrompus parce que la prolongation du sous-sol et le minaret de la mosquée ne figuraient pas dans le permis de construire approuvé par les autorités compétentes. L'État grec a appli-

qué la loi en prenant les mesures nécessaires pour arrêter les travaux de construction non autorisés. Toutefois, après délivrance d'un nouveau permis révisé, les travaux pourraient légitimement reprendre... Cela dit, les personnes qui souhaitent poursuivre la construction n'ont à ce jour présenté aucune demande de permis de construire révisé aux autorités compétentes.

40. Israël, en réponse à une communication sur un projet de loi anticonversion, a considéré qu'en raison de la non-désignation des sources d'information, du manque de précision des allégations et de l'état de projet de la loi en question, la requête du Rapporteur spécial n'était ni appropriée, ni nécessaire. Le Rapporteur spécial a informé la Mission permanente d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève que ses sources d'information restaient toujours confidentielles et que toute allégation reposait sur plus d'une source d'information. Il invite Israël à plus de coopération en vue d'une meilleure protection de la liberté religieuse.

41. L'Oman, en réponse à une communication résumée dans la première et cinquième catégories d'atteintes, a souligné que sa législation garantissait la liberté de religion et de culte.

42. La Roumanie, en réponse à une communication résumée dans les deuxième, quatrième, cinquième et sixième catégories d'atteintes, a exposé sa politique de démocratisation et de respect du droit, y compris eu égard aux questions religieuses :

a) Le Gouvernement roumain a pris des mesures décisives, tant au niveau administratif que législatif, pour redresser les injustices passées et garantir la liberté de religion, telle qu'elle est consacrée dans la Constitution démocratique roumaine de 1991 et dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels le pays est partie;

Concernant la situation de l'Église catholique grecque, les autorités roumaines ont déclaré que le processus de restitution des propriétés confisquées sous l'ancien régime avait été accélérée :

b) La Chambre haute du Parlement roumain – le Sénat – a promulgué une nouvelle loi le 12 juin 1997 stipulant que l'on rendrait à l'Église catholique grecque une église dans chacune des localités où l'Église orthodoxe en avait plusieurs et où résidait une communauté grecque catholique;

c) Les autorités ont déclaré également prendre les mesures nécessaires relatives à toutes manifestations d'intolérance. Au sujet des Témoins de Jéhovah, les autorités ont rappelé leur reconnaissance légale et la protection de leurs activités contre tout acte contraire aux droits de l'homme. Le

Département des affaires religieuses du Gouvernement a notamment adopté le 30 avril 1997 une ordonnance adressée à toutes les autorités publiques locales leur reconnaissant le plein droit d'avoir ou de faire construire leurs propres bâtiments administratifs ou lieux de culte.

43. Le Rapporteur spécial tient en particulier à remercier les autorités roumaines pour leurs réponses très détaillées, en particulier la deuxième réponse, qui comprend une première partie, « Mise en oeuvre de la Déclaration de 1981 », dont la « Constitution de la Roumanie » et « Cadre normatif interne qui régit la problématique religieuse »; une deuxième partie, « Apport de l'éducation à une promotion plus efficace de la tolérance religieuse »; et une troisième partie, « Allégations d'intolérance du clergé orthodoxe à l'encontre des minorités religieuses : les catholiques grecs et les Témoins de Jéhovah ».

44. La Suisse, en réponse à une communication résumée dans la première catégorie d'atteintes, a démontré, après un examen minutieux notamment des décisions judiciaires rendues aux niveaux cantonal et fédéral, que les membres de l'Église de scientologie n'étaient pas traités de manière discriminatoire par rapport à d'autres communautés religieuses, tout particulièrement dans le domaine de l'éducation publique et privée. Il a été souligné, en outre, qu'aux niveaux fédéral et cantonal existaient des moyens judiciaires adéquats dans le cadre desquels les représentants de l'Église de scientologie avaient pu faire valoir les droits qu'ils invoquaient.

45. Le Viet Nam, en réponse à une communication résumée dans la sixième catégorie d'atteintes, a déclaré que Le Quang Vinh (Thich Tri Tu), Nguyen Chon Tam (Thich Hai Chanh) et Phu Thinh (Thich Hai Thinh) avaient été libérés et pouvaient librement exercer leurs activités religieuses.

46. Le Rapporteur spécial a, d'autre part, adressé des lettres de rappel aux États n'ayant pas répondu aux communications adressées dans le cadre de la cinquante-troisième session de la Commission des droits de l'homme : Albanie, Algérie, Arabie saoudite, Bolivie, Érythrée, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Grèce, Israël, Liban, Malaisie, Maldives, Moldavie, Nigéria, Pakistan, Singapour, Somalie, Tadjikistan, Tchad, Viet Nam et Yémen.

47. L'Arabie saoudite a répondu que le régime du Royaume respectait et était attaché à la liberté religieuse conformément à ses lois. Il a été précisé qu'il ne s'opposait pas à la pratique religieuse de la part des non-musulmans dans leur domicile. Outre l'article 37 de la Constitution garantissant la liberté de la vie privée et l'inviolabilité du domicile, les chrétiens ont, selon les autorités, le même statut que l'ensemble des résidents du Royaume, qu'ils soient musulmans ou non. L'islam

ordonne que les gens du Livre soient traités avec justice et probité, et ceux-ci sont sur un pied d'égalité avec les musulmans pour ce qui est des droits et devoirs liés à l'ordre social, conformément au principe de la doctrine islamique selon lequel «il leur revient ce qui nous revient et il leur incombe ce qui nous incombe.» Au sujet des chiites, selon les autorités, rien dans la charia ni dans la Constitution n'établit de distinction entre chiites et non-chiites. A également été soulignée l'absence de pratique discriminatoire à l'encontre des chiites, toute bavure de la part d'individus isolés étant sanctionnée par l'État. Concernant l'allégation d'interdiction du port du turban lors de la prière, il a été répondu qu'il serait inconcevable que le Gouvernement du Royaume interdise que l'on suive l'exemple même du prophète. Enfin, les allégations de discrimination des sunnites dans les matières de l'enseignement ont été réfutées.

48. Le Rapporteur spécial remercie les autorités d'Arabie saoudite pour leur réponse détaillée et argumentée et accorde une importance primordiale à leur volonté appuyée de coopération avec le Rapporteur spécial et tous les organes s'occupant des droits de l'homme. Cette volonté mérite d'être soulignée et saluée avec considération.

49. La Bolivie a expliqué sur un plan légal que la procédure d'enregistrement des organisations religieuses non-catholiques n'était pas coûteuse et longue. A été également réfutée l'allégation d'interdiction de célébration d'offices religieux non catholiques au sein de l'armée.

50. La Malaisie a déclaré que toutes les personnes ayant appartenu au Mouvement Al Arqam¹⁰, désormais interdit, avaient été libérées et avaient prié le Gouvernement de les assister afin de corriger les enseignements déviants répandus par ce mouvement.

51. Au sujet des réponses tardives parvenues après la finalisation du rapport auprès de la cinquante-troisième session de la Commission des droits de l'homme et avant les lettres de rappel, les États concernés sont les suivants : Burundi, Chine, Chypre, Éthiopie, Grèce, Iran (République islamique d'), Japon, Népal, Turquie et Yougoslavie.

52. Le Burundi a expliqué que de nombreux assassinats de religieux n'étaient pas liés à une intolérance religieuse.

53. La Chine a rappelé que sa législation et sa politique garantissaient la protection de la liberté de religion. Il a été souligné que :

«Toutes les organisations religieuses en Chine opèrent indépendamment, sont autonomes et diffusent leur enseignement, et elles s'opposent à tout effort venant de l'extérieur pour régir leurs affaires intérieures ou

s'en mêler, de manière à garantir que les citoyens chinois jouissent de la liberté de religion.»

Au sujet des allégations ayant trait notamment aux lieux de culte, les autorités ont expliqué qu'en particulier à Shanghai, les organes responsables des affaires religieuses avaient commencé à enregistrer tous les lieux de culte et que les services de sécurité avaient perquisitionné et fermé certains lieux où étaient enseignées des croyances maléfiques. Ont été réfutées des allégations de fermeture de lieux d'enseignement religieux. La destruction dans la ville de Wenzhou d'édifices serait en fait due à leur non-conformité avec la loi. Les autorités chinoises ont également accusé le dalaï-lama de préconiser l'indépendance du Tibet et au sujet des allégations d'arrestations de moines, voire même du décès d'un moine du temple de Ganden, ont déclaré que ces religieux avaient attaqué des agents du Gouvernement et détruit un commissariat de police.

54. Chypre a déclaré que M. Salih Askerogul, Chypriote turc condamné à trois ans de prison pour objection de conscience, libéré après avoir purgé les trois quarts de sa peine, puis à nouveau détenu 24 heures suite à un ordre d'arrestation auquel il s'était opposé, avait bénéficié d'une indemnisation financière et que l'affaire était classée.

55. L'Éthiopie, en réponse à une communication alléguant une intolérance religieuse à l'encontre de l'Église luthérienne «Mekane Vesus», a rappelé que sa Constitution garantissait la liberté de religion et la liberté de manifester sa religion. Les autorités éthiopiennes ont réfuté les allégations de classification de secte de «Mekane Vesus», reconnue comme entité juridique selon la loi éthiopienne, ainsi que les allégations d'arrestations de leurs responsables religieux. A été mis en avant un problème de différences entre orthodoxes et protestants au sujet duquel le Gouvernement agirait par le biais de programmes dans le domaine des droits de l'homme.

56. La Grèce a déclaré que Joannes Giantzaklides avait été exempté de service militaire en tant que pasteur adventiste du septième jour conformément à l'article 6 de la loi 1763/88.

57. La République islamique d'Iran, au sujet d'allégations sur les décès de responsables religieux chrétiens, a adressé des déclarations des églises assyro-chaldéennes appelant à la non-exploitation politique de ces événements contre la République islamique et déclarant que les auteurs des meurtres avaient confessé leurs crimes.

58. Le Japon, en réponse à une communication alléguant l'application de la loi relative aux organisations subversives à l'encontre de l'organisation dénommée «Groupe religieux suprême», ainsi que d'une manière générale les effets négatifs de cette loi sur les minorités religieuses, a expliqué que la

législation susmentionnée permettait des mesures de contrôle telles que des restrictions d'activités ou la dissolution d'organisations uniquement lorsque des conditions strictes prévues par la loi étaient réunies, notamment afin d'assurer la santé publique vis-à-vis d'activités subversives terroristes. Les autorités japonaises ont déclaré que des enquêtes avaient démontré que les conditions d'application de cette loi étaient réunies au sujet du groupe «Aum vérité suprême», responsable d'actes terroristes tels la diffusion du gaz sarin.

59. Le Népal, en réponse à une communication alléguant une législation interdisant le prosélytisme, a spécifié que la liberté de religion était totale et a transmis copie de l'article 19 de sa Constitution stipulant :

«Chacun(e) est libre de professer et de pratiquer sa propre religion telle qu'elle lui a été transmise de tout temps, compte dûment tenu des pratiques traditionnelles, à condition que nul(le) ne soit habilité(e) à convertir une autre personne d'une religion à une autre.»

60. La Turquie a déclaré que les minorités non musulmanes jouissaient de droits garantis par le Traité de Lausanne et la Constitution turque (art. 10 et 24). Au sujet d'allégations d'attaques de lieux de culte non musulmans, les autorités ont indiqué que des enquêtes étaient en cours afin de poursuivre leurs responsables en justice, mais qu'il s'agissait en tout état de cause de cas isolés. L'allégation de confiscation de propriétés de l'Église arménienne notamment sur Kizil Andar (Prince's Island) n'a pas été confirmée par les autorités. Concernant le Collège Halki de théologie, il a été rappelé qu'en 1971 son statut avait été modifié :

«Le Collège Halki de théologie et d'enseignement théologique supérieur a alors perdu tout fondement légal et aurait dû être incorporé à un autre établissement approprié administré par l'État. Comme il n'existe aucun établissement de ce type, il est devenu impossible à la division de l'enseignement supérieur du Collège Halki de théologie de poursuivre ses activités.»

A été, par ailleurs, réfutée l'allégation de discrimination religieuse à l'encontre des Alevis. Concernant les événements de juillet 1993 ayant conduit aux décès de 37 Alevis, il a été précisé qu'il s'agissait en réalité de provocations préméditées d'agitateurs visant à créer une atmosphère de terreur en Turquie.

61. La Yougoslavie, en réponse à une communication alléguant des cas de condamnations d'objecteurs de conscience et d'intolérance à l'encontre des Témoins de Jéhovah, a exposé en détail son dispositif législatif garantissant la liberté de religion en particulier des différentes communautés

religieuses du pays. Il a été souligné que la tolérance intrareligieuse était satisfaisante, malgré quelques incidents isolés.

V. Conclusions et recommandations

62. Le Rapporteur spécial a souhaité, d'une part, formuler des conclusions et recommandations relatives au bilan des communications, et à certaines dimensions de la liberté religieuse ainsi qu'à la protection et la promotion de cette liberté et d'autre part, relatives au renforcement du mandat du Rapporteur spécial.

A. Dimensions de la liberté religieuse et de conviction

1. Droit d'avoir, de manifester et de pratiquer la religion ou la conviction de son choix

63. En référence aux six catégories d'atteintes résultant de l'analyse thématique des communications (voir au chapitre IV), le Rapporteur spécial tient à rappeler ce qui suit.

64. L'article premier, paragraphe 1, de la Déclaration de 1981 qualifie le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion comme impliquant la liberté d'avoir une religion ou n'importe quelle conviction de son choix, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, individuellement ou en commun, tant en public qu'en privé, par le culte et l'accomplissement des rites, les pratiques et l'enseignement. L'article premier, paragraphe 2, ajoute que nul ne subira de contrainte pouvant porter atteinte à sa liberté d'avoir une religion ou une conviction de son choix. Le paragraphe 3 du même article limite les restrictions à la liberté de manifester sa religion ou conviction à des cas précisés par la loi et justifiables par des impératifs de sécurité publique, d'ordre public, de santé, de morale ou de respect des libertés et droits fondamentaux d'autrui. Le Rapporteur spécial tient également à rappeler l'observation générale No 22 (48) du 20 juillet 1993 adoptée par le Comité des droits de l'homme au sujet de l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, relatif à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Dans son observation, le Comité considère que les restrictions apportées à la liberté de professer une religion ou une conviction ne sont autorisées que si elles sont prévues par la loi, sont nécessaires pour assurer la sécurité, l'ordre et la santé publiques, ainsi que pour protéger la morale ou les libertés et droits fondamentaux d'autrui, et sont appliquées de manière à ne pas vicier le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion.

65. Quant à l'article 6 de la Déclaration de 1981, il illustre diverses libertés qui, entre autres, sont impliquées dans le

droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction, à savoir : la liberté de pratiquer un culte et de tenir des réunions se rapportant à une religion ou à une conviction et d'établir et d'entretenir des lieux à ces fins (voir en particulier la cinquième catégorie d'atteintes à la liberté de disposer de biens religieux); la liberté de fonder et d'entretenir des institutions charitables ou humanitaires appropriées (ibid.); la liberté de confectionner, d'acquérir et d'utiliser, en quantité adéquate, les objets et le matériel requis par les rites ou les usages d'une religion ou d'une conviction (voir la quatrième catégorie d'atteintes à la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, cinquième catégorie); la liberté d'écrire, d'imprimer et de diffuser des publications sur ces sujets (ibid.); la liberté d'enseigner une religion ou une conviction dans les lieux convenant à cette fin (voir la première catégorie d'atteintes aux principes de non-discrimination dans le domaine de la religion et de la conviction, quatrième et cinquième catégories); la liberté de solliciter et de recevoir des contributions volontaires, financières et autres, de particuliers et d'institutions; la liberté de former, de nommer, d'élire ou de désigner par succession les dirigeants appropriés, conformément aux besoins et aux normes de toute religion ou conviction (voir la sixième catégorie d'atteintes au droit à la vie, à l'intégrité physique et à la santé); la liberté d'observer les jours de repos et de célébrer les fêtes et cérémonies conformément aux préceptes de sa religion ou de sa conviction (voir la deuxième catégorie d'atteintes au principe de la tolérance dans le domaine de la religion et de la conviction, quatrième et cinquième catégories); la liberté d'établir et de maintenir des communications avec des individus et des communautés en matière de religion ou de conviction aux niveaux national et international (voir la sixième catégorie).

2. Droit de changer de religion

66. En référence principalement à la troisième catégorie d'atteintes et à titre subsidiaire à la deuxième catégorie d'atteintes (Inde et Népal), le Rapporteur spécial tient à formuler les considérations suivantes relatives au droit de changer de religion.

67. La Déclaration universelle des droits de l'homme a posé, en son article 18, le principe selon lequel toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion et a précisé, en termes clairs, que ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seul ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

68. La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, tout en s'inscrivant directement dans le prolongement de la Déclaration universelle, n'ont pas repris explicitement le droit de changer de religion.

69. L'article 18 du Pacte reconnaît de manière générale le droit d'avoir ou d'adopter une religion de son choix. La Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction de 1981 admet, elle aussi, de manière générale, la liberté d'avoir une religion ou n'importe quelle conviction de son choix. Elle ne spécifie pas, tout comme le Pacte, de manière formelle et explicite, le droit de changer de religion, sans que cela puisse être analysé comme l'expression d'une volonté d'atténuer la teneur des dispositions de la Déclaration universelle.

70. La Conférence mondiale de Vienne sur les droits de l'homme, tout en reconnaissant les préoccupations tenant aux spécificités et en appelant aux législations nationales, a affirmé avec force l'universalité des droits de l'homme.

71. Les variations formelles qui ont entouré la reconnaissance et le développement de la liberté religieuse ne peuvent pas conduire à la méconnaissance du droit de changer de religion.

72. Finalement, on constate des variations multiples sur un thème unique qui ont fait douter des fondements de la liberté religieuse et ont conforté la position de ceux qui estiment que la liberté religieuse ne peut pas aller jusqu'à la reconnaissance du droit de changer de religion.

73. Il est aujourd'hui établi que la liberté religieuse est indissociable de la liberté de changer de religion.

74. Déjà, en 1986, Elisabeth Odio Bénito écrivait, en ce qui concerne les dispositions des Déclarations de 1948 et de 1981, ainsi que celles du Pacte, que tout en étant libellées différemment, elles tendaient, finalement, toutes au même objectif, à savoir, que toute personne avait le droit d'abandonner une religion ou une conviction et d'en adopter une autre ou de n'en adopter aucune. C'était, ajoutait-elle, le sens implicite de la notion de droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion et de conviction, quelle que fût la forme sous laquelle se présentait cette notion.

75. Le Comité des droits de l'homme dans son observation No 22 (48) du 29 juillet 1993 sur l'article 18 du Pacte aboutit à la même conclusion. Le Comité fait observer, en effet, que la liberté d'avoir ou d'adopter une religion ou une conviction implique nécessairement la liberté de choisir une religion ou une conviction, y compris, notamment, le droit de substituer

à sa conviction actuelle une autre conviction ou d'adopter une position athée, ainsi que le droit de conserver sa religion ou sa conviction.

76. Le Rapporteur spécial tient donc à souligner, à nouveau, le droit de changer de religion en tant que dimension juridiquement nécessaire et impliquée par la liberté religieuse.

3. Droit à l'objection de conscience

77. En référence à la troisième catégorie d'atteintes, le Rapporteur spécial tient à souligner que le droit à l'objection de conscience constitue un droit intimement lié à la liberté religieuse.

78. Le Rapporteur spécial estime nécessaire de rappeler aux États la résolution 1989/59 de la Commission des droits de l'homme, réaffirmée à plusieurs reprises, qui reconnaît le droit de chacun d'avoir des objections de conscience au service militaire en tant qu'exercice légitime du droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion énoncé à l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi qu'à l'article 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. La Commission recommande, en conséquence, aux États membres ayant un système de service militaire obligatoire d'établir pour les objecteurs de conscience, lorsque cela n'a pas déjà été prévu, diverses formes de services de remplacement, qui doivent en principe offrir un statut civil ou de non-combattant, être dans l'intérêt public et ne pas avoir le caractère d'une sanction. Dans sa résolution 1984/93 sur l'objection de conscience au service militaire, la Commission des droits de l'homme a également demandé des garanties minimums pour assurer que le statut d'objecteur de conscience puisse être demandé à tout moment.

B. Protection et promotion de la liberté religieuse et de conviction

1. Législation et liberté religieuse et de conviction

79. En référence à titre principal à la première catégorie d'atteintes et à titre subsidiaire aux troisième et quatrième catégories d'atteintes, le Rapporteur spécial tient à rappeler ce qui suit.

80. L'article 2 de la Déclaration de 1981 interdit la discrimination pour cause de religion ou d'autres convictions à l'égard de quiconque de la part d'un État, d'une institution, d'un groupe ou d'un individu quelconque. L'intolérance et la discrimination fondées sur la religion ou la conviction sont définies, aux termes de la Déclaration, comme toute distinction, exclusion, restriction ou préférence fondées sur la religion ou la conviction et ayant pour objet ou pour effet de supprimer ou de limiter la reconnaissance, la jouissance ou

l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur une base d'égalité.

81. L'article 4 de la Déclaration dispose, par ailleurs, que les États s'efforceront d'adopter des mesures législatives ou de rapporter celles qui sont en vigueur, selon le cas, à l'effet d'interdire toute discrimination et de prendre toutes mesures appropriées en la matière pour combattre l'intolérance fondée sur la religion ou la conviction.

82. Le Rapporteur spécial tient également à souligner que l'Assemblée générale, dans sa résolution 51/93 et la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1997/18 ont demandé instamment aux États d'instituer des garanties constitutionnelles et juridiques adéquates et effectives pour assurer à tous, sans discrimination, la liberté de pensée, de conscience, de religion et de conviction, y compris des recours effectifs en cas d'atteinte à la liberté de religion ou de conviction.

83. Dans cette optique, le Rapporteur spécial avait déjà adressé en 1994 à tous les États une note verbale appelant leur attention sur la résolution 1994/18 de la Commission des droits de l'homme relative à son mandat et les invitant à communiquer tous renseignements nouveaux entrant dans le cadre de ce mandat, ainsi que toutes autres observations qu'ils souhaitaient formuler à cet égard. Les réponses de plusieurs gouvernements s'étaient référées tout particulièrement aux constitutions, lois et règlements pertinents¹¹.

84. Le Rapporteur spécial sollicitera sous peu à nouveau les États afin d'obtenir en vue de leur analyse, eu égard à la Déclaration de 1981, le texte de la constitution en vigueur ou tout autre texte tenant lieu de constitution, ainsi que les textes des législations et règlements ayant trait à la liberté religieuse et à l'exercice des cultes.

2. Autres questions

85. Le Rapporteur spécial tient, à nouveau, à souligner l'importance d'un dialogue interconfessionnel afin de lutter contre tout extrémisme de quelque religion que ce soit et afin d'assurer la tolérance religieuse aux niveaux tant interne qu'international.

86. La mise en place de bases solides pour la tolérance religieuse et donc pour la protection et la promotion de la liberté de religion et de conviction doit impliquer en outre une action particulière dans le domaine de l'éducation tel qu'exposé dans le chapitre III de ce rapport. Il est, en effet, primordial non plus de gérer l'intolérance et la discrimination fondées sur la religion ou la conviction, mais de prévenir par l'élaboration d'une culture de tolérance, ceci par le biais d'une stratégie internationale scolaire de lutte contre toutes les

formes de discrimination fondées sur la religion ou la conviction.

87. Les communications adressées par le Rapporteur spécial, en particulier celle intéressant l'Afghanistan, posent la question des femmes et de la religion. Le Rapporteur spécial tient à souligner que la Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 1997/18 demandait instamment aux États de prendre, conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, toutes les mesures nécessaires pour combattre la haine, l'intolérance et les actes de violence, d'intimidation et de coercition motivés par l'intolérance fondée sur la religion ou la conviction, y compris les pratiques attentatoires aux droits fondamentaux des femmes et discriminatoires à l'égard des femmes. Elle a également souligné qu'il importait que le Rapporteur spécial adopte une démarche qui tienne compte des deux sexes, notamment en identifiant les abus sexospécifiques, dans l'établissement de ses rapports, y compris en ce qui concerne la collecte d'informations et l'élaboration de recommandations.

88. La Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 1997/43 du 11 avril 1997, intitulée «Prise en compte des droits fondamentaux des femmes dans tous les organismes du système des Nations Unies», encourageait aussi le renforcement de la coopération et de la coordination entre tous les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, les rapporteurs spéciaux, les procédures spéciales et autres mécanismes des droits de l'homme de la Commission et de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, et demande que ceux-ci tiennent régulièrement et systématiquement compte, dans l'exercice de leur mandat, de la nécessité d'observer une équité entre les sexes et fassent figurer, dans leurs rapports, des informations sur les violations des droits fondamentaux des femmes et une analyse qualitative de la question.

89. Les communications relatives aux femmes ont concerné cette année l'Afghanistan, l'Indonésie et l'Iraq. Afin de disposer de davantage d'informations et en particulier de sources d'informations sur la question «femmes et religion» et notamment des femmes victimes de l'intolérance et de la discrimination fondées sur la religion et la conviction et de contribuer à la promotion des droits de la femme, le Rapporteur spécial entend porter, à l'avenir, une attention particulière à la condition de la femme au regard de la religion et espère bénéficier, à cet égard, de la coopération des États et des organisations non gouvernementales.

C. Renforcement du mandat du Rapporteur spécial

90. Tel qu'indiqué dans les précédents rapports, le renforcement des ressources assignées au mandat, tant humaines, financières que technologiques, est primordial d'une part, pour la crédibilité des activités du Rapporteur spécial et des Nations Unies, et d'autre part, pour les droits de l'homme.

91. Des initiatives tant d'États et d'organisations inter-étatiques que d'organisations non gouvernementales – dans le domaine de la liberté de religion et de conviction – apportent une contribution utile au mandat sur la liberté religieuse.

92. Le Rapporteur spécial tient à souligner le développement des initiatives et activités tendant directement ou indirectement à protéger et/ou à promouvoir la liberté religieuse et à lutter contre toutes les formes de discrimination et d'intolérance fondées sur la religion et la conviction. Outre les activités de recherche et de publications, il relève notamment la contribution de réseaux scientifiques informatisés en matière de protection et de promotion de la liberté religieuse.

93. Le Rapporteur spécial souhaite finalement exprimer sa gratitude aux différents interlocuteurs participant sous diverses formes aux activités du mandat, à savoir les États, les organisations non gouvernementales et les personnes agissant à titre personnel.

Notes

¹ E/CN.4/1987/35.

² E/CN.4/1988/45 et Add.1; E/CN.4/1989/44; E/CN.4/1990/46; E/CN.4/1991/56; E/CN.4/1992/52 et E/CN.4/1993/62 et Corr.1 et Add.1.

³ E/CN.4/1994/79; E/CN.4/1995/91 et Add.1; E/CN.4/1996/95 et Add.1 et 2 et E/CN.4/1997/91.

⁴ E/CN.4/1995/91.

⁵ E/CN.4/1996/95/Add.1.

⁶ E/CN.4/1996/95/Add.2.

⁷ E/CN.4/1997/91/Add.1.

⁸ Voir E/CN.4/1995/91, annexe I.

⁹ Voir E/CN.4/1995/91.

¹⁰ Voir E/CN.4/1997/91.

¹¹ Voir E/CN.4/1995/91/Add.1.